L'archéologie entre Paris et Rome

Michel Gras

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/archeopages/881>

DOI : [10.4000/archeopages.881](https://doi.org/10.4000/archeopages.881)

ISSN : 2269-9872

Éditeur

INRAP - Institut national de recherches archéologiques préventives

Édition imprimée

Date de publication : 1 février 2008

Pagination : 116-119

ISSN : 1622-8545

Référence électronique

Michel Gras, « L'archéologie entre Paris et Rome », *Archéopages* [En ligne], Hors-série 1 | 2008, mis en ligne le 01 février 2008, consulté le 28 février 2023. URL : <http://journals.openedition.org/archeopages/881> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/archeopages.881>

colloques thématiques. Ces réunions occupent une place importante dans le paysage institutionnel de l'archéologie américaine, pas simplement en raison du contenu intellectuel des communications qui y sont présentées, mais aussi parce qu'elles offrent aux jeunes chercheurs l'occasion d'entrer sur le marché de l'emploi universitaire, et aux départements de renouveler le corps de leurs enseignants. Elles favorisent la constitution de «réseaux» lors des manifestations sociales qui sont autant d'occasions de discussions, de collaborations, d'échanges d'informations diverses qui contribuent à la vie de la recherche.

Les colloques les plus fréquentés et les plus importants – comme ceux de l'American Anthropological Association (AAA) ou de la Society for American Archaeology (SAA) – attirent plusieurs milliers de spécialistes qui viennent de l'ensemble du pays et de l'étranger; ces réunions proposent des milliers de communications présentées dans des centaines de sessions parallèles. Le congrès de 2007 de la SAA, qui s'est tenu à Austin au Texas, a ainsi réuni, sur cinq jours, 3 653 participants regroupés en 219 sessions.

Ces congrès nationaux montrent également la relation conflictuelle qui peut parfois exister entre ce que Bourdieu (1984) appelait «le capital académique» et le «capital intellectuel». Comme celui-ci le faisait remarquer, les chercheurs qui investissent lourdement dans l'acquisition du «capital académique» (à savoir le pouvoir administratif qui se développe au sein des départements, universités, organismes scientifiques nationaux, etc.) ne sont pas nécessairement ceux qui possèdent le plus de «capital intellectuel», et vice-versa. C'est pourquoi ces rencontres fonctionnent un peu comme une arène rituelle où s'affrontent ces deux formes de pouvoir et où la concurrence s'étale au grand jour et sur la scène nationale. Mais elles permettent également aux «réseaux» scientifiques dispersés à travers le pays de se reconstruire annuellement en tant que «communauté imaginaire» unifiée de l'archéologie américaine et suscitent un sentiment profond de rassemblement et de renouveau de la communauté.

Conclusion. N'ont été évoqués dans ces lignes que quelques thèmes qu'il nous a semblé important de souligner pour une meilleure compréhension du paysage institutionnel de l'archéologie américaine contemporaine en relation avec la situation française. C'est un domaine universitaire gigantesque où des milliers de chercheurs conduisent quantité de projets. Nos choix se sont donc ici fatalement limités à notre expérience et à nos intérêts personnels. Néanmoins, nous espérons que cet exercice aura fourni une traduction pratique des mondes complexes de l'archéologie américaine comparée à l'archéologie française. Nous espérons qu'il aidera à situer les débats intellectuels et des thèmes théoriques des recherches car

il n'est pas aisé d'acquiescer ce type d'informations implicitement partagées mais faisant rarement l'objet d'une publication.

- BOURDIEU P. 1984 : *Homo Academicus*. Paris : Éditions de Minuit.
DIETLER M. 2001 : « American archaeology at the Millennium: a user's guide ». *Revista d'Arqueologia de Ponent, Universitat de Lleida*, 11, p. 7-20.
LENOIR T. 1997 : *Instituting Science: The Cultural Production of Scientific Disciplines*. Stanford : Stanford University Press.
RABINOW P. 1991 : « For hire: resolutely late modern ». *Recapturing Anthropology: Working in the Present*, edited by R.G. Fox, Santa Fe: SAR Press, p. 59-72.

L'archéologie entre Paris et Rome

Michel Gras
École française de Rome

Je voudrais contribuer, à partir de mon observatoire romain, à la nécessaire réflexion permanente sur le métier d'archéologue et sur la politique archéologique, à l'intention de nos décideurs mais aussi de notre milieu. Je le ferai à partir de ma triple expérience, celle d'un ancien directeur adjoint au CNRS, celle d'un ancien vice-président du CNRA et enfin celle d'un témoin attentif depuis trente ans de l'archéologie italienne, aujourd'hui en tant que directeur de l'École française de Rome.

L'observateur impliqué et distancié que je suis, regardant les politiques patrimoniales et notamment archéologiques depuis la ville qui est depuis Raphaël au cœur de la protection du patrimoine, parfois non sans mal, ne peut pas ne pas faire un retour en arrière pour se rappeler que la véritable archéologie, dans les années 1960, semblait à tous, sauf aux préhistoriens, aux protohistoriens et aux médiévistes, celle des glorieux aînés qui avaient travaillé à Rome, à Athènes, à Beyrouth, au Caire. C'était le temps où l'on admirait Delphine Seyrig dans les films de Resnais ou de Truffaut, mais surtout son père, Henri Seyrig, qui souhaitait la création d'un Institut national d'archéologie pour conduire en France une politique cohérente et efficace dans ce domaine. Il y a donc ceux qui, comme moi, ont voulu travailler hors de nos frontières et ceux qui ont voulu «rester au pays»: et je ne peux que constater aujourd'hui que le travail qui, collectivement, a été effectué par ces derniers mérite l'admiration car beaucoup de chemin a été parcouru, même si les recommandations de Seyrig n'ont pas été suivies.

Arrivant à Rome en 1973, je mesurai l'écart qu'il y avait entre une archéologie métropolitaine balbutiante, où le professeur d'archéologie classique chargé de la circonscription des Antiquités (historiques) faisait bénévolement du mieux qu'il pouvait sans aucun moyen, dans le meilleur des cas avec un chercheur du CNRS isolé, et une archéologie italienne où les surintendants m'apparaissaient comme les héritiers directs des princes de la Renaissance, contrôlant totalement leurs territoires et exposant avec brio les nouvelles découvertes: ainsi

Mario Napoli, présentant la tombe du Plongeur de Paestum, Luigi Bernabò Brea, maître de Syracuse, ou Dinu Adameşteanu, révélant chaque année au congrès de Tarente les fabuleuses découvertes des sites indigènes et des territoires de la Basilicate, cette région située «au-delà d'Eboli», pour paraphraser le beau titre du roman de Carlo Levi. Ici, l'articulation entre fouilles et musées était parfaite: des musées de site étaient inaugurés chaque année, mettant presque immédiatement à la disposition du public les nouvelles découvertes. La comparaison que j'étais conduit à faire, par rapport aux musées français, était cruelle pour ma patrie. Enfin, les débats étaient intellectuellement stimulants: les élèves de Ranuccio Bianchi Bandinelli, qui avait été directeur général au lendemain de la guerre mais qui, surtout, révolutionnait le lien entre histoire de l'art et histoire sociale, multipliaient les congrès, les débats avec des oppositions rudes mais passionnantes: les discussions de fond l'emportaient alors sur les conflits de personnes.

La dynamique était incontestablement au rendez-vous d'une Italie qui avait retrouvé, après la parenthèse du fascisme et les difficultés de l'après-guerre, le grand élan du Risorgimento et d'une archéologie qui avait été l'un des éléments fondateurs de la nouvelle unité italienne, à la fin du XIX^e siècle, grâce à Giuseppe Fiorelli et quelques autres.

Enfin, mon souhait était de rejoindre, par un séjour à Rome, une génération de «farnésiens», comme l'on disait alors, formée en particulier par les élèves de Jacques Heurgon, à savoir des latinistes, normaliens, qui basculaient vers l'archéologie de terrain, à Bolsena surtout: par ordre alphabétique, Christian Goudineau, Pierre Gros, Jean-Paul Morel, André Tchernia, dont on mesure mieux aujourd'hui l'apport à l'archéologie «classique», chacun avec sa personnalité. Tous passés par Rome.

Revenons à la France. Les potentialités existaient et des signaux encourageants étaient visibles: Jean-Claude Gardin à Valbonne sur le plan théorique, les fouilles de la Bourse à Marseille sur le terrain, envoyaient des messages. Grâce à Pierre Aigrain et à Max Querrien, des rapports importants furent rédigés, qui étaient autant de bilans chargés de propositions. Les *Nouvelles de l'archéologie* sont venues constituer un lien précieux, parfois avec des éditoriaux féroces qui choquaient les institutions, et j'étais de ceux qui invitaient à la prudence. Aujourd'hui, je regrette que l'on soit passé, sans transition, des brûlots d'un temps à des éditoriaux insipides: il doit toujours y avoir place pour l'analyse.

Évidemment, le grand changement est venu du développement de l'Afan, de ceux qui y ont cru, puis du développement de l'Inrap, au terme d'un parcours à la fois chaotique ou régulier selon le point de vue adopté, et du choix qu'a fait le Parlement de s'appuyer sur une structure unique. Les Italiens ont pris, au même moment, l'autre option: celle de la multiplicité des coopératives.

Et, vingt ans après, un double bilan s'impose à la lumière de cette comparaison France-Italie.

D'abord, les jeunes archéologues ont moins souffert en France qu'en Italie, sur le plan matériel aussi bien que scientifique. Les jeunes Italiens sont dans un état de précarité bien supérieur aux jeunes Français et n'ont pas été aidés sur le plan scientifique du fait de l'émiettement des coopératives. Seul point positif, au moins à Rome: l'état des bibliothèques de recherche est resté longtemps supérieur à ce qui existait en France. Globalement, les jeunes archéologues qui sont dans les coopératives ont le sentiment que personne ne se soucie de savoir s'ils sont ou non performants sur le plan scientifique ou s'ils publient ou non. La pression sur les publications n'existe pas ici comme en France et les coopératives ne sont pas en état de publier, pas plus d'ailleurs que les surintendances. Le centralisme français a parfois du bon, s'il prend en charge les intérêts de tous, et c'est l'opinion d'un Languedocien.

Ensuite, précisément, la situation comparée des surintendances (Italie) et des services régionaux de l'archéologie (France). Ici, on pouvait s'attendre à ce que le choix italien, à savoir des coopératives reliées aux surintendances, ait produit un effet différent du choix français (une agence de moyens montant en puissance face aux services régionaux, puis un établissement public, institut national de recherche indépendant des services). La surprise, ici, est de constater que les surintendances italiennes sont dans le même état de désarroi que les services régionaux français: même absence de recrutement pour combler les départs en retraite, même surcharge de travail au niveau de la prescription, même découragement de toutes les bonnes volontés. Simplement, en Italie, le bouc émissaire n'est pas l'Inrap, puisqu'il n'existe pas: et les coopératives sont bien trop faibles pour tenir ce rôle.

Il est donc clair, à mes yeux, que, en France, la question centrale n'est pas de savoir s'il faut opter pour l'Inrap ou pour les services régionaux, mais de définir des politiques publiques adaptées aux réalités archéologiques et tentant ce difficile équilibre – que déjà la loi de 2001 préconisait – entre la sauvegarde du patrimoine et le développement économique et social du pays.

La question de la décentralisation est elle-même secondaire: en Sicile, l'autonomie régionale est grande et les décisions se prennent désormais à Palerme et non à Rome. Or les dysfonctionnements se multiplient, et nombreux sont les archéologues siciliens les plus «régionalistes» à regretter l'époque où Rome pouvait servir de «bouclier» face aux pressions locales.

Une question qui mérite d'être approfondie me semble celle de la relation entre le patrimoine archéologique, ou monumental, et le patrimoine naturel. Je sais que le débat peut être pollué par un grand nombre de considérations de nature politique, mais j'ai de plus en plus de mal à penser à l'un sans évoquer l'autre. Et il se peut que

la bataille pour l'un soit rapidement inséparable du combat pour l'autre.

Si, pour conclure, j'en viens aux relations entre les universités et les surintendances ou les services archéologiques, je constate, ici encore, que la situation italienne n'est pas enviable. Non seulement les contrastes sont forts, comme en France, mais l'absence complète du CNR (l'équivalent italien du CNRS, en profonde restructuration, qui n'a jamais été très présent sur le terrain sauf sur des crêneaux très ciblés) laisse place à des oppositions frontales, avec l'absence de toute articulation: rien de comparable aux unités mixtes de recherche qui, depuis quinze ans, ont un bilan globalement positif, même si elles n'ont pas tout réglé.

Je reste un farouche partisan de la mobilité. Peut-être parce que je suis entré au CNRS par hasard... Je veux dire par là que l'université m'attirait tout autant, mais aussi la «culture», comme l'on dit. Et j'ai pris beaucoup de plaisir à mes fonctions et à mes missions, précisément parce que les articulations entre ces différentes facettes d'une unique discipline m'intéressent. Il faudra toujours avancer dans ce sens, pour éviter les chapelles, l'esprit de corps dans ses excès.

Il faut surmonter l'antagonisme entre les agents des services régionaux et ceux de l'Inrap. Ils doivent réapprendre à travailler ensemble et sortir de la culture du conflit qui caractérise leurs rapports, surtout depuis la mise en place de l'Inrap. Les grands défis que notre milieu aura à affronter sont autres et demandent une vision cohérente et solidaire. Sinon, le patrimoine risque de souffrir dans son ensemble. Il n'y a donc pas les châteaux contre les fouilles, l'enseignement contre la recherche, le terrain contre les bibliothèques. Le «tous ensemble» cher au milieu syndical a ici tout son sens et il faut espérer que nos ministères acceptent aussi de travailler la main dans la main sur un dossier archéologique obligatoirement éclaté, dans lequel protection et valorisation du patrimoine d'une part, recherche et formation d'autre part, sont inséparables.

En dépit de tant de difficultés quotidiennes, l'Inrap a voulu donner à ses archéologues la possibilité de travailler au dehors des frontières de l'Hexagone, pour leur permettre d'acquérir une large vision des territoires et des situations, et pour échapper au campanilisme de l'amateur. Cette ambition est d'autant plus justifiée que, notamment autour de la Méditerranée, l'archéologie préventive peut prendre place au cœur des politiques de partenariat. Outre la dimension scientifique, son intérêt politique est évident. Pour une fois que tout va dans le même sens... Il faut donc continuer à travailler dans cette direction, avec l'aide de l'État mais aussi de toutes les entreprises privées françaises intervenant à l'étranger qui sauront le comprendre. C'est possible si nous savons être convaincants.

Passer par Rome pour travailler en France n'est pas inutile: les constructeurs romains ont mis

profondément leur empreinte sur notre pays. En juillet 2006, la signature d'une convention entre l'École française de Rome et l'Inrap a tiré les conséquences de ce constat et permis également de lancer un pont entre les deux archéologies de l'après-guerre. Un premier pas vers la réconciliation rêvée par Henri Seyrig.

Silence au fond des vallées

François Malrain

Inrap, UMR 7041 « Archéologies et Sciences de l'Antiquité »

Si nous avons choisi de discuter des vallées de Picardie, de celles de l'Aisne et de celles de l'Oise, c'est que nous connaissons l'attachement que nombre d'entre nous portent à ces aires géographiques. Il convient toutefois de préciser qu'il ne s'agit pas d'un récit nostalgique, bien que ce sentiment ne soit certainement pas étranger à l'histoire de ces vallées. Mais c'est à un autre sujet que nous désirons consacrer ces quelques lignes: l'intérêt des décapages exhaustifs dans des secteurs déjà abondamment fouillés.

La mise en place du programme de la vallée de l'Aisne a été l'occasion de développer une nouvelle méthode d'intervention archéologique: celle des décapages mécanisés sur de grandes surfaces. L'archéologue Bohumil Soudský l'avait déjà testée avec succès en Tchécoslovaquie. L'application qu'il en fit en France allait définitivement transformer nos techniques et stratégies de fouille (Collectif vallée de l'Aisne 1982). Avec celle de la Petite Seine dans la Bassée (Mordant 1992), la vallée de l'Aisne allait inaugurer plusieurs décennies de fouilles permanentes sur de vastes surfaces concentrées dans un même espace géographique. Plusieurs années après, en s'inspirant des acquis des Soissonnais, le Centre de recherche archéologique de la vallée de l'Oise (Cravo) mettait en place une équipe permanente pour assurer les sauvetages induits par l'accroissement sans précédent des exploitations sablières dans le bassin de la moyenne vallée de l'Oise (Talon 1988). Ainsi, à quelques encablures, deux équipes ont tenté de comprendre la dynamique des peuplements du Paléolithique à nos jours et leurs interactions avec l'environnement.

La professionnalisation croissante de l'archéologie au cours des années 1990 et la logistique apportée par l'Afan ont permis, peu à peu, la présence continue des archéologues sur le terrain et convaincu les aménageurs de l'intérêt des fouilles. Les conventions renégociées chaque année ont contribué à ce que soient menées des interventions archéologiques de plus en plus performantes. Ces travaux étaient sous-tendus par une évidence jusqu'alors peu traduite dans la pratique: à savoir que l'organisation territoriale d'une société, quelle qu'en fût l'appartenance culturelle, ne pouvait être comprise sans que soit collecté l'ensemble de la documentation inscrite dans le sol.